

Emmanuel Macron devrait peut-être écouter les perdants de sa "mondialisation heureuse"

Emmanuel Macron semble foncer tête baissée dans le piège tendu par Marine Le Pen et le FN. Par son attitude pleine de dédain envers les laissés-pour-compte de la "mondialisation heureuse", rien n'indique qu'il ait saisi l'ampleur du problème. En continuant de considérer les 39 millions d'électeurs inscrits comme de simples variables d'ajustement, le candidat d'*En marche* risque de s'exposer à d'énormes désillusions au soir du 7 mai.



C'est désormais clair. Marine Le Pen et ses porte-paroles le répètent en boucle. Ils souhaitent transformer le second tour de la présidentielle en un référendum pour ou contre la mondialisation. Pour ou contre l'Union européenne. Pour ou contre la libéralisation de l'économie et la dérégulation des droits sociaux.

Convaincus qu'ils ont ainsi la possibilité d'attirer une majorité d'électeurs à eux, ils font d'Emmanuel Macron l'archétype de cet épouvantail dressé à gros traits.

Le piège est tendu. Il est si visible qu'il serait aisé de l'éviter. Et pourtant tout laisse à penser qu'Emmanuel Macron – et les commentateurs de la vie politique – pourrai(en)t y sauter à pieds joints, rendant possible, *in fine*, l'élection de Marine Le Pen. Il y a d'abord l'image de l'ex-banquier auprès de l'opinion. Une image qui se rapproche du portrait dressé par les *lepénistes*. Une image un peu plus altérée encore par la suffisance affichée dimanche soir, entre un discours raté et une fête fâcheuse.

La recette parfaite pour tomber dans le piège du FN

Plus important, et tout aussi révélateur, le programme du candidat, d'inspiration néolibérale, par lequel l'ex-ministre de François Hollande s'engage à libérer l'économie "des carcans et des blocages" pour que ceux qui innovent et veulent être milliardaires croquent à pleines dents dans "la mondialisation heureuse". Vouloir déréglementer la finance, réduire l'imposition des actionnaires, sabrer dans les services publics et les effectifs des fonctionnaires, abaisser les protections sociales, le tout au nom de la compétitivité des entreprises, voilà la recette parfaite pour être pris dans les griffes du piège tendu par le FN sans avoir la clef pour en sortir.

Au repli national-identitaire de Le Pen, Macron opposera l'idée – qui n'en est pas une – selon laquelle il n'y a point d'alternative à la globalisation économique et financière et qu'il vaut mieux l'accompagner – et l'encourager – pour que croissance et prospérité des plus riches conduisent à l'amélioration de la situation du plus grand nombre. Qu'importe que plus personne ne croie à ces légendes, pas même le *FMJ* qui les a promues pendant des décennies. C'est pourtant le logiciel du programme économique d'Emmanuel Macron et rien ne dit qu'il en changera d'ici au second tour.

Nationalisme et libéralisme se nourrissent l'un l'autre

Bon nombre de commentateurs politiques iront en ce sens, expliquant qu'il faut défendre le libéralisme économique face au nationalisme d'extrême-droite. Foutaises. On le sait. Cette dichotomie est largement factice, comme l'explique le politologue Jean-François Bayart dans son dernier essai.

► lire notre [entretien](#)

Loin d'être antagoniques, les deux fonctionnent ensemble, se nourrissent l'un l'autre, enfermant nos sociétés dans une impasse :

"Le nationalisme pour les pauvres et le libéralisme pour les riches".

Selon les instituts de sondage, les électeurs de Macron sont pour beaucoup des cadres, fortement diplômés, bien insérés dans la vie active, disposant d'une rémunération conséquente et connectés à toutes les opportunités qu'offrent les grandes agglomérations et les banlieues aisées. L'avenir s'offre à eux : positiver est leur leitmotiv. La mondialisation ne leur fait pas peur : ils en sont les gagnants, profitant d'une certaine douceur de l'existence qui leur permet de se projeter sans craindre pour leur avenir et celui de leurs proches. C'est à eux qu'Emmanuel Macron s'est adressé en priorité dans sa campagne. Quitte à ce que le candidat, comme sur France 2 jeudi dernier, passe l'essentiel de son temps sur la fiscalité des successions et sur les *startups* de demain.

39 millions d'inscrits n'ont pas voté pour Macron

Si les marchés boursiers ont salué son accession au second tour, il est pourtant peu probable que l'addition des votes des boursicoteurs et des gagnants de la mondialisation suffisent à faire 50,1% des voix le 7 mai. Un chiffre l'exprime avec clarté : 39 millions d'inscrits sur les listes électorales n'ont pas voté pour Macron. Parmi eux, qu'ils aient voté ou pas, on trouve la diversité de la population française : des gens qui triment dans leur travail – ou simplement pour en trouver un – mal payés, à la merci d'une boîte qui ferme ou d'un accident de la vie, et qui ne voient pas comment leur situation – et celle de leurs proches – pourrait s'améliorer à court-terme.

Le *Brexit*, l'élection de Trump, les résultats de ce premier tour, tout indique qu'il ne faut pas les ignorer. Qu'il faudrait au contraire répondre avec précision à leurs difficultés et à leurs besoins. Mieux encore : qu'il faudrait enfin reconnaître que la mondialisation ne fait pas que des gagnants, et que les dommages qu'elle cause – tant sur les hommes et les femmes, que sur le climat et la nature – ne sont pas soutenables et ne doivent plus être acceptés.

Par son histoire et ses votes, y compris les plus récents, le *FN* a toujours démontré qu'il se souciait peu du sort des petites gens. Quel message Emmanuel Macron va-t-il leur envoyer ?

Ne plus perdre son temps à commenter les consignes de votes

La montée des inégalités, de la précarité, de la désespérance sociale, et simultanément l'accélération du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité, ne sont pas de simples conséquences négatives ¹ d'une économie de marché qu'il faudrait continuer à libéraliser. Résultat de la globalisation économique et financière, elles minent nos sociétés et hypothèquent notre avenir, fournissant le terreau sur lequel prospèrent la vaste escroquerie lepéniste.

A ce jour, malheureusement, rien n'indique qu'Emmanuel Macron ait saisi l'ampleur du problème et du piège que lui tend Marine Le Pen. Il a le choix : continuer à appeler à un vote d'adhésion sur son programme néolibéral au risque d'énormes désillusions au soir du 7 mai. Ou entendre les perdants de la mondialisation, dont une grande partie serait prête à faire barrage à Le Pen, à condition que le candidat d'*En marche* ne les considère plus comme une simple variable d'ajustement. Rien n'est moins sûr. C'est pourtant le sujet dont il faudrait débattre en urgence, avant le second tour, plutôt que perdre son temps à commenter les consignes de votes et des ralliements plus ou moins spectaculaires.

Maxime Combes, économiste et auteur de *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition* (Seuil, Anthropocène), membre de l'association *Alter-médias*, editrice de *Basta* !

Photo : CC Official Leweb Photos

¹ Les économistes orthodoxes parlent d'externalités négatives pour évoquer les effets de l'activité économique sur autrui ou sur la nature, minorant souvent leur importance et considérant que des modifications marginales (prix, taxes, réglementations ...) permettent de les juguler.